

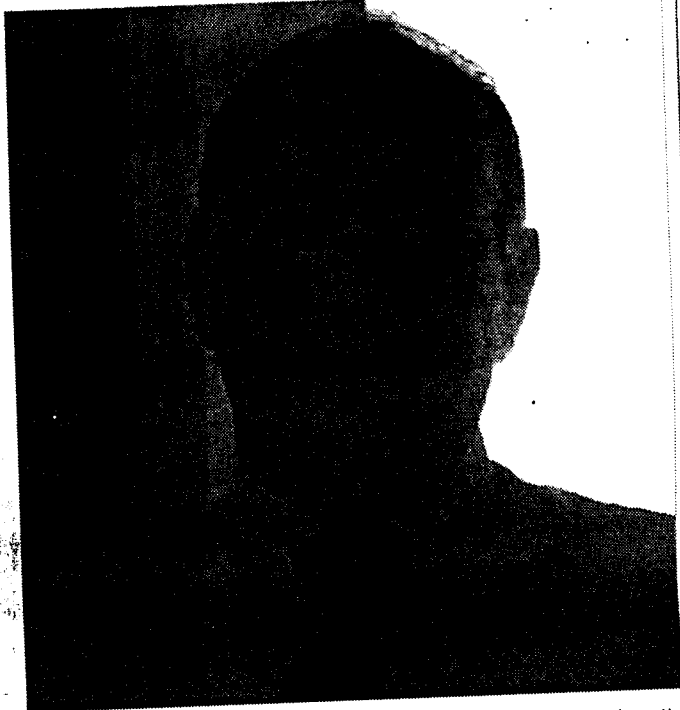
# Chef du service de la Coopération et de l'Action culturelle

## " Si on fait des comptes consolidés il est clair que la France est le premier partenaire financier de ce pays "

NI : M. Michel Colin de Verdier pouvez vous nous présenter le service de la coopération et de l'Action Culturelle ainsi que son bilan en Mauritanie ?

M. Colin de Verdier : Vaste programme. Ce qui me frappe, c'est que la coopération française fait partie du paysage et c'est pourquoi elle n'a point besoin de donner un ballon de foot ou un ventilateur pour une mosquée pour faire une page dans le journal. Nos coopérants qui constituent l'un des éléments essentiels des moyens de notre coopération sont mis à la disposition de l'administration mauritanienne. La coopération française est la seule à pratiquer ce type de mise à disposition. Pour chaque coopérant, je signe avec le ministre concerné une lettre de mission qui définit les objectifs à atteindre, les moyens mis en œuvre par ce coopérant qui rend compte simultanément à son ministre, à son directeur et à moi-même. Il se trouve qu'ici plus qu'ailleurs et plus que dans pratiquement aucun pays, il y a une demande très forte pour cette forme de coopération, de présence de l'expertise française permanente. Nous avons ici plus de coopérants que dans des pays beaucoup plus importants en terme de moyens de coopération

ou en terme de population. Nous souhaitons, redit-on tous les jours, garder des liens avec la France, avec le savoir-faire français, avec les institutions françaises. Beaucoup de gens comptent sur nous d'abord pour garder les contacts avec les universités françaises, avec les hôpitaux français, avec les écoles françaises. Et ça, nous permet d'avoir une coopération diversifiée. Dans les séries chiffrées vous avez pu remarquer que la place de la France a beaucoup diminué en termes de versement net d'aide publique au développement (APD). Mais la France a renforcé les moyens qu'elle donne au travers de l'Union européenne. Elle contribue pour un quart aujourd'hui au neuvième fonds européen de développement (FED). Elle constitue un des principaux bailleurs de fonds de l'IDA de la Banque mondiale. Donc on peut dire évidemment l'Union européenne et la Banque mondiale font plus que la France ici mais l'argent de l'IDA ou l'argent de l'Europe c'est en grande partie de l'argent français. Si l'on fait des comptes consolidés il est clair que la France est le premier partenaire financier de ce pays. Je prendrai deux exemples pour revenir à votre question. Deux secteurs où nous avons



### Evolution de l'aide au développement bilatérale française à La Mauritanie (Decaissements Nets)

Source : Direction du Trésor.

1999 2000 2001 2002

(en milliers d'euros)

Source : Direction du Trésor.	1999	2000	2001	2002
<b>Coopération technique</b>	<b>16 007</b>	<b>14 219</b>	<b>15 628</b>	<b>13 067</b>
Ministère des Affaires étrangères	13 315	11 010	12 039	9 107
Ministère de l'Éducation nationale (écolage)	2 682	3 187	3 566	3 893
Ministère de la Recherche	10	22	22	23
Autres ministères				44

Aide aux investissements	3 265	-487	1 929	-313
Dons	5 515	5 051	4 543	5 023
Prêts	-2 249	-5 538	-2 614	-5 336

Soutien économique et financier	2 392	11 701	3 163	8 487
Allègement de dettes	784	10 636	1 578	6 219
Aide programme (ajustement structure)	-	200	70	-
Aide alimentaire	1 007	295	996	6
Aide d'urgence	127	-	-	-
Autres	498	571	520	2 262
<b>TOTAL APD</b>	<b>21 664</b>	<b>25 433</b>	<b>20 721</b>	<b>21 241</b>

des avantages comparatifs et où il y a une forte attente des Mauritaniens. Le premier c'est l'Éducation. Le retour en 1999 au bilinguisme est un choix politique mauritanien. Ce choix politique, cette réunification du système éducatif avec une place importante pour le français est un challenge que nous devons vous aider à réussir parce que nous considérons que le français ce n'est pas seulement la langue de Montesquieu, de Molière et des autres mais c'est aussi une langue qui véhicule des valeurs, des comportements; une éthique et nous pensons que la langue française et la culture française véhiculent vraiment une vision du monde. Et pour nous, la promotion de la francophonie fait partie du combat pour la diversité culturelle. La francophonie est également un instrument de lutte contre l'impérialisme, le monolithisme et la domination d'autres langues. Ça c'est le premier sujet et presque la moitié de nos moyens sont consacrés pour accompagner le gouvernement maurita-

nien pour essayer de réussir cette réforme du système éducatif.

Le deuxième sujet c'est la décentralisation. Notre conviction c'est que l'approfondissement de la démocratie passe certes par des institutions de niveau national mais aussi par les institutions locales. Vous avez mis en place des communes et un minimum de transfert au niveau des régions. Accompagner la décentralisation, faire en sorte que les maires aient les moyens de faire leur travail, d'assurer les responsabilités qui leur sont dévolues par les textes. C'est là un enjeu formidable. On sait dans tous les pays du monde que l'élargissement de la base démocratique vient du fait qu'un certain nombre d'élus locaux, de maires de grandes villes (on en a beaucoup d'exemples en France comme le Président Chirac, M. Juppé ou d'autres) viennent de l'apprentissage de la démocratie au niveau des villes.

PROPOS RECUEILLIS PAR CHEIKHNA OULD NENNI ET ISSELMOU OULD MOUSTAPHA

### LISTE DES PROJETS DU FONDS DE SOLIDARITE PRIORITAIRE (FSP)

Projets en cours d'exécution (Conventions de financement en cours d'exécution - situation avril 2004)

Intitulé des projets	Montant (en euros)	Période d'exécution
Fonds Social de Développement	914 694	1999-2004
Gestion durable des ressources halieutiques	1 524 490	2000-2005
Appui à la restructuration du secteur de l'eau	609 796	2001-2005
Gestion intégrée des ressources naturelles	762 245	2001-2004
Appui à la déconcentration et à la décentralisation PADDEM	762 245	2001-2004
Appui à la réforme du système éducatif ARSEM	1 829 388	2002-2005
Appui à la valorisation du patrimoine culturel et financières PAFIEM	920 000	2003-2005
Appui aux administrations économiques	792 735	2004-2006
Appui à l'Université de Nouakchott	1 067 000	2004-2007
Fonds Social de Développement	914 694	2004-2006
Appui à la déconcentration et à la décentralisation PADDEM2	2 300 000	2004-2007